




Computershare

2025

Déclaration
sur l'esclavage
moderne



Introduction	3
Nos progrès	4
Identification des entités déclarantes	5
Structure, opérations et gouvernance	6
Nos chaînes d'approvisionnement	11
Risques liés à l'esclavage moderne dans les activités des entités couvertes par cette déclaration	15
Remédiation	25
Efficacité de nos actions	26
À l'avenir	30
Annexe	31

Introduction



**Stuart Irving –
Président et chef
de la direction**

Computershare s'engage à faire ce qu'il faut et à soutenir ses employés, ses clients et les communautés, ce qui constitue le fondement de notre approche environnementale, sociale et de gouvernance (ESG). Nous pensons que notre entreprise a un rôle important à jouer dans la défense et la protection des droits de la personne et nos politiques en matière de droits de la personne et d'ESG reflètent notre engagement à agir avec intégrité dans toutes nos transactions et relations commerciales.

Nous considérons nos façons de travailler « Being Purple » fournissent une plateforme solide et éthique pour nos processus et procédures. Tous nos employés, des nouveaux venus aux cadres supérieurs, sont formés à ce sujet et font l'objet d'une communication régulière sur toutes nos politiques et nos attentes à leur égard.

Computershare est classée comme une entreprise de services professionnels et financiers, et nous avons évalué notre exposition globale au risque d'esclavage moderne comme étant faible, nous sommes déterminés à faire en sorte que nos opérations et notre chaîne logistique ne contiennent aucun incident d'esclavage moderne et à faire preuve de transparence dans la manière dont nous gérons ces risques. Nous avons mis en place des contrôles pour détecter et gérer les domaines présentant un risque potentiel d'esclavage moderne, et nous continuons à développer et à investir dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne les partenariats commerciaux avec nos fournisseurs, comme vous le verrez plus loin dans cette déclaration.

Au cours de l'exercice 2025, nous avons pris une série de mesures importantes pour améliorer notre approche de la gestion des risques liés à l'esclavage moderne dans nos activités et notre chaîne d'approvisionnement :



Nous avons procédé à un rapprochement entre notre base de fournisseurs actifs (ceux pour lesquels des dépenses ont été enregistrées) et les données disponibles sur l'esclavage moderne chez les fournisseurs, afin de faciliter l'élaboration de profils complets des fournisseurs en matière d'esclavage moderne.



Mise en œuvre d'un nouveau système de planification des ressources de l'entreprise (PRE), qui a amélioré la visibilité dans notre réseau mondial de fournisseur. Cela permet à l'équipe chargée des achats d'accéder à des renseignements clés, tels que la localisation géographique des fournisseurs, les dépenses et le secteur de services, au sein d'une plateforme intégrée unique.



Développement d'un nouveau cadre de gestion des risques liés aux tiers (CGRLT), afin de réaligner notre programme de gestion des fournisseurs sur les meilleures pratiques du secteur et d'intégrer les exigences réglementaires mondiales. Une nouvelle politique et une nouvelle norme ont été officiellement lancées en juillet 2025 et couvrent tous les aspects nécessaires de la gestion des risques liés aux fournisseurs tiers, y compris une méthodologie actualisée d'évaluation des risques qui nous permet de mieux évaluer les profils de risque des fournisseurs à l'échelle mondiale.

Nous demeurons déterminés à faire en sorte que l'esclavage moderne ne participe pas aux services que nous fournissons directement ou dans les chaînes d'approvisionnement dont nous dépendons pour fournir ces services, et à être transparents dans la manière dont nous gérons les risques de l'esclavage moderne.

Stuart Irving,
président et chef de la direction

Nos progrès



Exercice 2020

Publication de notre première déclaration

Publication de la première déclaration de Computershare sur l'esclavage moderne, afin de répondre aux exigences australiennes et de couvrir toutes les entités de Computershare soumises à la loi.



Exercice 2021

Amélioration de notre déclaration

Élargissement de notre déclaration, afin d'inclure les entités déclarantes britanniques et de fournir des détails sur :

- › Nos sites opérationnels à travers le monde et les services que nous proposons.
- › Les catégories d'approvisionnement, dépenses et principaux pays acheteurs.
- › L'évaluation des risques liés à l'esclavage moderne dans l'ensemble de nos activités et chaînes d'approvisionnement.
- › Les risques liés à l'esclavage moderne en tant que prestataire de services financiers et comment nous les traitons.
- › Comment nous évaluons l'efficacité de nos actions et de nos projets futurs.



Exercice 2022

Investissement dans le développement de notre personnel

Déploiement d'une formation sur l'esclavage moderne, dispensée par le prestataire tiers spécialisé Unseen, à l'intention des personnes et des secteurs d'activité ciblés qui sont les plus directement responsables de la gestion des risques et des contrôles liés à l'esclavage moderne et qui ont besoin d'approfondir leurs connaissances.



Exercice 2023

Investissement dans le développement de notre environnement de contrôle

- › Création et mise en œuvre du Code de conduite des fournisseurs.
- › Adhésion au Pacte mondial de l'ONU.
- › Amélioration continue de nos processus de gestion des risques des fournisseurs.
- › Création et mise en œuvre de notre politique de remédiation sur l'esclavage moderne.



Exercice 2024

Poursuite de l'intégration de notre environnement de contrôle

- › Poursuite de l'intégration de notre code de conduite des fournisseurs;
- › Mise à jour de notre politique de remédiation et mise en œuvre de notre norme de remédiation qui détaille la manière dont Computershare générerait un incident lié à l'esclavage moderne (si un tel incident venait à se produire).
- › Élargissement de notre déclaration, afin d'y inclure les renseignements relatifs à l'esclavage moderne exigées pour nos entités canadiennes soumises à l'obligation de déclaration.

Identification des entités déclarantes

À propos de notre déclaration

Cette Déclaration moderne sur l'esclavage moderne a été préparée par Computershare Limited en son nom propre et au nom des entités qu'elle contrôle. Elle se conforme aux exigences de la Loi australienne sur l'esclavage moderne de 2018, de la Loi britannique sur l'esclavage moderne de 2015 et la Loi canadienne relative à la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes logistiques de 2023 et s'applique à l'exercice clos le 30 juin 2025. Elle a été approuvée par le conseil d'administration de Computershare Limited le 17 décembre 2025, par chaque entité¹ déclarante australienne le 17 décembre, par les entités² déclarante britanniques entre le 8 et le 15 décembre 2025 et par chaque entité déclarante canadienne³ le 8 décembre 2025. Le conseil de chaque entité déclarante australienne, britannique et canadienne a été consulté et a eu l'occasion d'examiner et de commenter la Déclaration avant sa publication.

La déclaration a été préparée en consultation avec les entités de Computershare par la mise en place d'un groupe de travail interfonctionnel coordonné à l'échelle mondiale, composé de cadres supérieurs et de membres du personnel dans des domaines tels que l'approvisionnement, le personnel, les affaires juridiques, les risques et la conformité, l'ESG et la communication d'entreprise.

Cette déclaration est effectuée conformément à :

- (i) La section s14 de la Loi australienne sur l'esclavage moderne de 2018 (Cth) et représente aussi la Déclaration des entités déclarantes australiennes sur l'esclavage moderne pour l'exercice clos le 30 juin 2025.
- (ii) La section 54 de la Loi britannique sur l'esclavage moderne de 2015 et représente aussi la Déclaration des entités déclarantes britanniques sur l'esclavage moderne pour l'exercice clos le 30 juin 2025.
- (iii) La partie (2) de la loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement pour la période se terminant le 30 juin, et fournit un rapport au ministre sur les mesures prises par les entités déclarantes canadiennes, pendant la période de 12 mois avant l'échéance du rapport annuel au 31 mai de chaque année, afin de prévenir et de réduire le risque de recours au travail forcé ou au travail des enfants à n'importe quelle étape de la production des biens au Canada ou ailleurs par les entités déclarantes canadiennes ou de biens importés au Canada par les entités déclarantes canadiennes.

Une liste complète des entités contrôlées auxquelles se rapporte la présente Déclaration figure sur le Rapport annuel de Computershare.

1 Cette déclaration s'applique aux différentes entités du groupe Computershare aux fins de la loi et a été approuvé par les conseils de chacune de ces entités : Computershare Investor Services Pty Limited, Computershare Communication Services Pty Limited, Registrars Holdings Pty Limited, CDS International Pty Limited, ACN 080 903 957 Pty Ltd and ACN 081 035 752 Pty Ltd.

2 Computershare Investor Services plc, Computershare Technology Services (UK) Limited, Homeloan Management Limited, Computershare Services Limited et Topaz Finance Limited

3 Cette déclaration s'applique uniquement à Computershare Canada, qui concerne Computershare Trust Company of Canada (« CTCC ») et Computershare Investor Services Inc. (« CISI ») et conjointement avec CTCC, les « Entités déclarantes canadiennes ») et régit les activités de toutes ces entités déclarantes canadiennes.

Structure, opérations et gouvernance

À propos de Computershare

Fondé en 1978, le groupe Computershare est un chef de file sur le marché des agences de transfert et d'enregistrement d'actions, les plans de participation des employés, la sollicitation de procurations et la communication des parties prenantes. Nous nous spécialisons dans les domaines de la fiducie d'entreprise, les services hypothécaires et une gamme d'autres services financiers et de gouvernance diversifiés.

Computershare est reconnue pour son expertise dans la gestion de données à haute intégrité, le traitement et le rapprochement d'un grand nombre de transactions, les paiements et l'engagement des parties prenantes. De nombreuses organisations parmi les plus importantes au monde font appel à nous pour rationaliser et maximiser la valeur des relations avec leurs investisseurs, leurs employés et leurs clients.

Nos objectifs et nos valeurs



Objectif

Nous sommes les pionniers de solutions novatrices qui apportent certitude et sécurité, afin de faire progresser le secteur des services financiers.



Vision

Nous sommes des acteurs du changement expérimentés auxquels les clients font confiance pour obtenir de meilleurs résultats.



Mission

Nous allions ténacité, ingéniosité, une connaissance approfondie du marché financier et la technologie pour construire des solutions exceptionnelles dont dépendent nos clients.

Nos valeurs de marque, la **certitude**, l'**ingéniosité** et l'**avantage**, sous-tendent toutes nos activités. Ce sont les principes qui unifient et différencient le groupe Computershare, contribuant ainsi à son succès et nous donnant la capacité de croître et de diversifier nos activités depuis plusieurs dizaines d'années :

CERTITUDE

Nous client peuvent toujours compter sur nous.

INGÉNIOSITÉ

Nous regardons au-delà des problèmes d'aujourd'hui pour voir les opportunités de demain.

AVANTAGE

Nous aidons nos clients à déverrouiller leur avantage compétitif.

À propos de Computershare

Nous sommes une entreprise de grande qualité, à faible intensité de capital, qui affiche depuis longtemps une croissance constante pour ses actionnaires.

- › Croissance à long terme des bénéficiaires, marges stables et rendements pour les actionnaires
- › Activité de haute qualité, à faible intensité de capital, générant des revenus récurrents et bénéficiant d'une forte fidélisation de la clientèle
- › Positions de leader sur les grands marchés avec des tendances de croissance positive
- › Technologies et plateformes propriétaires robustes et essentielles au marché
- › Bilan solide, investissements axés sur la croissance de la trésorerie et rendements pour les actionnaires

Nos activités principales

Services aux émetteurs

Depuis 1978, les entreprises du monde entier nous font confiance pour gérer leur registre d'actionnaires, les actions d'entreprises et les assemblées générales. Nous sommes l'agence de transfert mondial numéro 1. À mesure que les besoins de nos clients ont évolué, notre portefeuille de services s'est également enrichi, élargissant nos services aux émetteurs aux services de gouvernance d'actions et d'entités, ainsi qu'aux services de relations avec les investisseurs et de données, tant pour les sociétés cotées en bourse que pour les sociétés privées du monde entier.

Fiducie d'entreprise

Nous sommes un leader du marché qui possède une vaste expérience dans la prestation de services fiduciaires et d'agence sophistiqués à des entreprises privées et publiques, des banquiers d'investissement, des gestionnaires d'actifs, des gouvernements et des institutions. Notre organisation offre une large gamme de services et jouit d'une excellente réputation grâce à notre approche personnalisée du service à la clientèle.

Régimes d'actionariat des employés

Forts d'une expérience et d'une expertise acquises au fil des décennies, nous sommes leaders dans le domaine des régimes d'actionariat salarié. Nous travaillons en partenariat avec plusieurs des plus grandes entreprises mondiales pour gérer leurs régimes de rémunération à base d'actions, en les aidant à offrir à leurs employés la possibilité d'investir dans l'avenir de leur entreprise et en les accompagnant dans la gestion quotidienne de ces investissements. Chaque membre de notre équipe joue un rôle important dans la mise en œuvre des régimes d'actionariat salarié, en proposant des solutions novatrices et en aidant nos clients à répondre à leurs exigences réglementaires complexes.

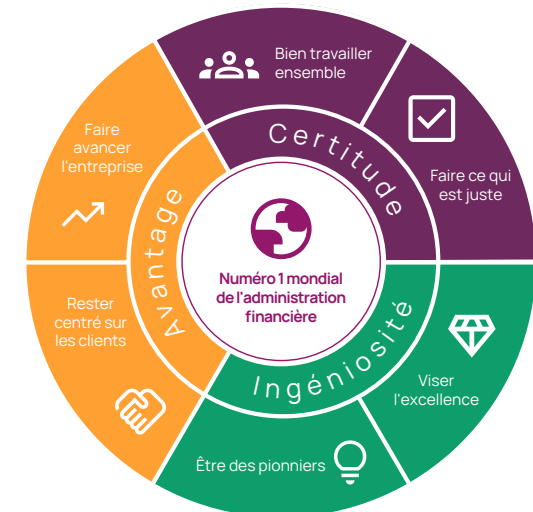
Computershare est représentée dans tous les principaux marchés financiers et compte plus de 12 000 employés dans plus de 20 pays. Computershare est également cotée à la Bourse des valeurs australiennes dans le secteur industriel et le groupe d'industries : Services commerciaux et professionnels.

Façons de travailler

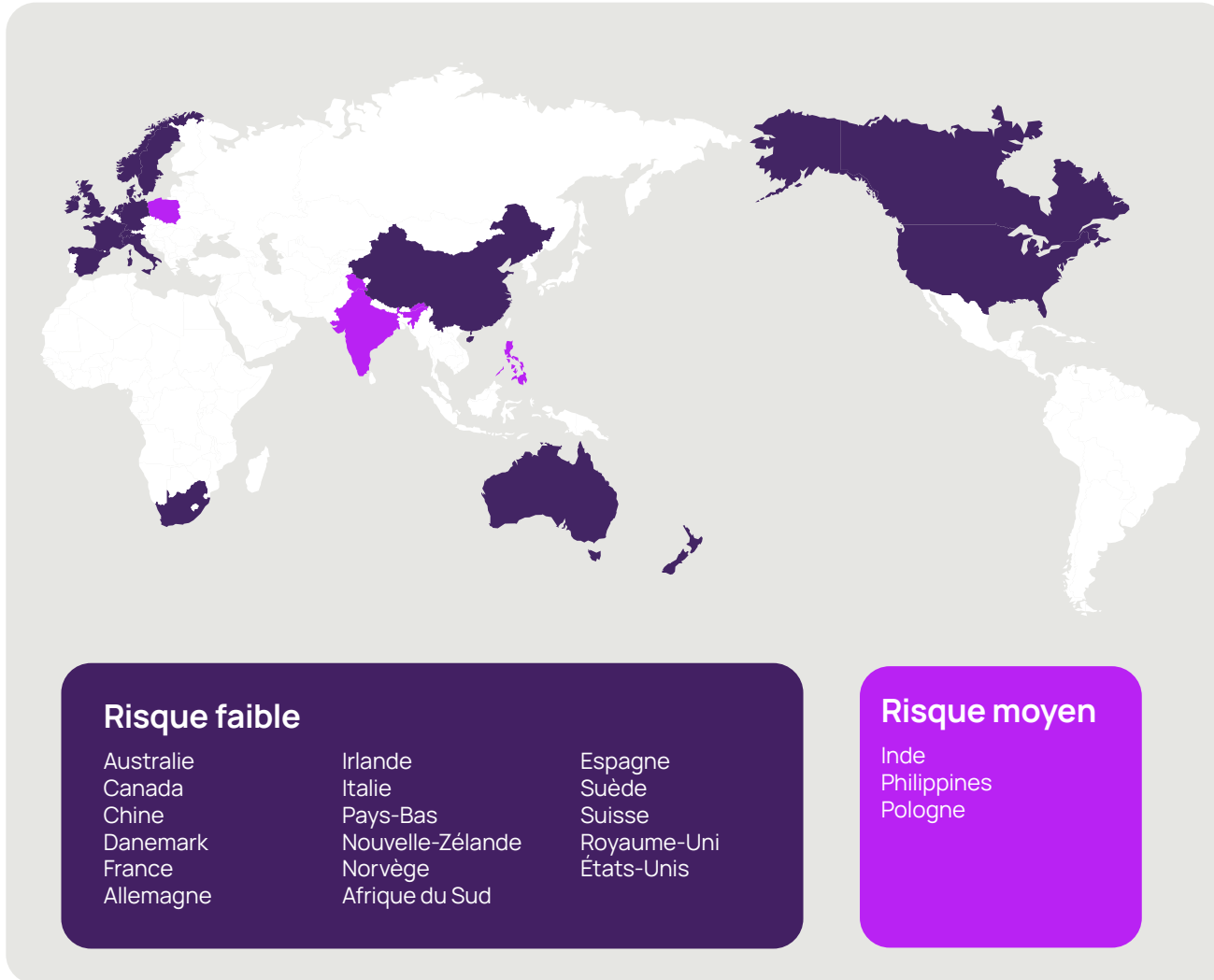
Notre manière de travailler unique, **Being Purple**, soutient nos valeurs et constitue un ensemble d'objectifs comportementaux positifs pour nos employés. Being Purple nous aide également à définir les personnes que nous souhaitons recruter chez Computershare, ainsi que les attitudes, les comportements et les qualités professionnelles que nous souhaitons promouvoir et récompenser.

Des directives détaillées sont fournies à chaque membre du personnel, y compris à notre conseil d'administration, afin que nos collaborateurs sachent ce que l'on attend d'eux. Elles reflètent les mesures qui peuvent être prises pour mettre en œuvre ces méthodes de travail à tous les niveaux, des employés aux cadres supérieurs, et nos collaborateurs sont évalués selon ces critères lors de leur évaluation annuelle des performances. Nous fournissons aussi des directives concernant les comportements que nous ne tolérons pas.

Notre manière de travailler Being Purple reflète également les exigences de nos politiques bien établies en matière d'équité et de culture, de droits de la personne, de harcèlement, de lutte contre la corruption et de dénonciation.



Lieux d'implantation et statistiques clés de Computershare



Services aux émetteurs

Services de communication

Régimes d'actionariat des employés

Services hypothécaires et services de location de propriétés

Fiducie d'entreprise de Computershare

Présence dans **21** pays

12 552 employés
à temps plein
et à temps **partiel**

**Plus
de 25 000**
clients

c. Capitalisation boursière de
22 milliards de dollars australiens

51 % femmes

49 % hommes

2 338 employés temporaires

207 employés sous contrat
à durée déterminée

Source : Rapport 2023 sur l'indice mondial du risque d'esclavage
Les Îles anglo-normandes, où Computershare a aussi un bureau, ne sont pas cotées dans le Rapport sur l'indice mondial du risque d'esclavage.

Où nous fournissons des services par secteur d'activité - aperçu

	Australie	Canada	Îles anglo-normandes	Chine	Danemark	France	Allemagne	Irlande	Inde	Italie	Pays-Bas	Norvège	Nouvelle-Zélande	Philippines	Pologne	Afrique du Sud	Espagne	Suède	Suisse	Royaume-Uni	États-Unis	
Services aux émetteurs 2 017 employés	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Services de communication 839 employés	✓	✓		✓	✓		✓	✓					✓								✓	✓
Régimes d'actionariat des employés 1 098 employés	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Services hypothécaires et services de location de propriétés 982 employés								✓													✓	
Fiducie d'entreprise de Computershare 2 819 employés		✓							✓													✓

Services aux émetteurs

Tenue des registres, opérations sur titres, gestion des relations avec les parties prenantes, gouvernance d'entreprise et services connexes

Services de communication

Composition et impression de documents, publipostage intelligent, automatisation des processus de réception, numérisation et livraison électronique, et administration des services publics

Régimes d'actionariat des employés

Fourniture de services administratifs et connexes pour les régimes d'actionariat et d'options des employés, ainsi que de la gestion des bons de garde d'enfants au Royaume-Uni

Services hypothécaires et services de location de propriétés

Services hypothécaires et activités connexes, ainsi que des services de protection des obligations locatives

Fiducie d'entreprise de Computershare

Services de fiducie et d'agence dans le cadre de la gestion des titres de créance aux États-Unis et au Canada

Statistiques au 30 juin 2025. Les statistiques des employés comprennent les équivalents temps plein (employés directs uniquement) et excluent la technologie/les opérations (3 783 employés) et les services partagés (1 352 employés).

Ces entreprises en exploitation sont soutenues par des fonctions d'entreprise et de services partagées, dont les services technologiques, les finances, le risque et la conformité, le personnel, l'audit interne et le service juridique. Notre activité se fait à partir du bureau mais avec une certaine flexibilité pour le travail hybride et à distance le cas échéant. Nous disposons également d'installations d'impression et de courrier pour nos activités de services de communication et de fiducie d'entreprise.

Structure de gouvernance relative à l'esclavage moderne

La réponse de Computershare à la gestion des risques liés à l'esclavage moderne au sein de nos opérations et de notre chaîne d'approvisionnement est dirigée par la fonction des risques, en coordination avec les opérations commerciales.

Conseil d'administration Computershare (et les conseils d'administration des filiales concernées en Australie, au Canada et au Royaume-Uni)

Approuve la déclaration

Président et chef de la direction, et équipe de direction mondiale	<p>Le président et chef de la direction signe la déclaration.</p> <p>Le directeur financier, le directeur des ressources humaines et des questions ESG, le directeur juridique du groupe et le secrétaire général examinent et recommandent l'approbation de la déclaration.</p>
Groupe directeur sur l'esclavage moderne	<ol style="list-style-type: none"> 1. Produit le rapport annuel pour approbation et publication. 2. Surveille la législation et les développements mondiaux. 3. Identifie et surveille les risques liés à l'esclavage moderne. 4. Identifie, recommande puis surveille les domaines à développer et à améliorer en permanence. 5. Surveille les indicateurs clés de performance et de risque.
Approvisionnement	Élabore et gère le cadre, les normes, les risques et les contrats liés à la chaîne d'approvisionnement.
Risques	Élabore et met en œuvre un cadre de gestion des risques et de surveillance.
Autres opérations commerciales	Fournir une expertise dans les domaines juridique, ESG, risques, achats, emploi, formation et sensibilisation, politiques, et veillent à ce que la gestion de l'esclavage moderne soit intégrée dans leurs domaines d'activité à l'échelle mondiale.
Audit interne	Réalise des audits internes et des examens dans l'ensemble de l'environnement commercial.

Nos chaînes d'approvisionnement

Nous disposons d'une chaîne d'approvisionnement diversifiée où les biens et services sont fournis par nos équipes d'approvisionnement dans dix-huit catégories principales : coursiers, équipement, gestion des installations, services financiers, assurance, formation et développement, centre de traitement du courrier, marketing, matériel, services hypothécaires, services de paie, affranchissement, impression, services professionnels, avantages sociaux, recrutement, technologie et services de trésorerie.

L'image ci-dessous présente les types de produits et services achetés pour chaque catégorie auprès de nos fournisseurs, ainsi que les risques inhérents à chaque catégorie, en utilisant l'indice mondial de l'esclavage et en se basant sur le pays ou la catégorie (service et secteur) présentant le risque le plus élevé.

Catégories d'approvisionnement	Exemples de biens et de services procurés	Pays de résidence du fournisseur	Risque inhérent
Coursiers	Coursiers et transport	Australie, Canada, Chine, Irlande, Jersey, Nouvelle-Zélande, Norvège, Afrique du Sud, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis, Îles Vierges britanniques	Faible
Équipement	Équipement de production commerciale CCS, Équipement et machines, Gestion des installations	Australie, Canada, Chine, Irlande, Afrique du Sud, Royaume-Uni, États-Unis	Faible
Gestion des installations	Améliorations des immobilisations, Restauration, Nettoyage, Environnement, santé et sécurité, Équipement, Gestion des installations Équipement et machines, Gestion des installations Autres, Mobilier, Mobilier et agencements, Quincaillerie générale, Aménagement paysager/entretien des terrains, Véhicules à moteur, Location de bureaux, Services externalisés de gestion des installations, Stationnement, Services de lutte contre les nuisibles Stockage des archives, Rénovation, Services de déménagement/transfert de bureaux, Réparations et entretien, Sécurité, Papeterie, Services publics, Gestion des déchets	Australie, Canada, Chine, Inde, Irlande, Jersey, Nouvelle-Zélande, Norvège, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Suisse, Thaïlande, Royaume-Uni, États-Unis	Élevé
Services financiers	Frais comptables, frais de bureau et abonnements (services financiers), licences commerciales, dépenses caritatives, services de conseil (services financiers), fiducie d'entreprise, données sur les marchés financiers, services de gouvernance, comptabilité des investisseurs, autres coûts liés aux services financiers, services professionnels (services financiers), services de trésorerie (banque)	Australie, Bermudes, Canada, Chine, Îles Caïmans, Finlande, France, Allemagne, Inde, Irlande, Japon, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Singapour, Afrique du Sud, Espagne, Suisse, Taïwan, Thaïlande, Royaume-Uni, États-Unis	Élevé
Assurance	Assurance collective, santé et avantages sociaux, régionaux	Australie, Canada, Chine, France, Inde, Irlande, Nouvelle-Zélande, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis	Moyen
Formation et développement	Formation et développement	Australie, Irlande, Jersey, Afrique du Sud, Royaume-Uni, États-Unis	Faible
Centre de traitement du courrier	Services externalisés CCS (centrale d'expédition)	Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, États-Unis	Faible

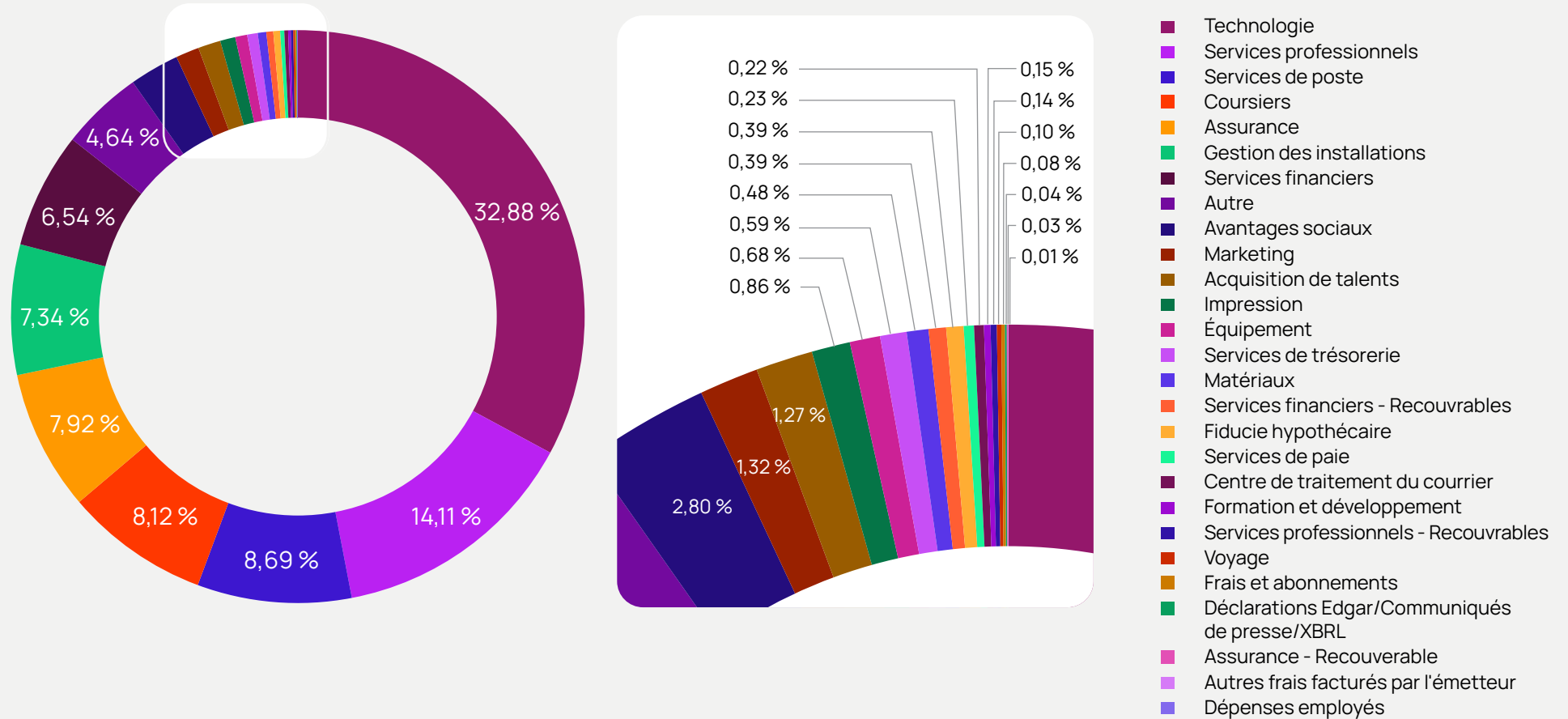
NOS CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Catégories d'approvisionnement	Exemples de biens et de services procurés	Pays de résidence du fournisseur	Risque inhérent
Marketing	Marque, publicités pour des produits destinés aux clients/tribunaux, communications, marketing direct auprès des clients, événements, agence de marketing, médias, adhésions, relations publiques, recherche et analyse, parrainages	Australie, Canada, Chine, Danemark, Guernesey, Inde, Israël, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Afrique du Sud, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis	Élevé
Matériaux	Matériaux/consommables CCS, stocks appartenant à CCS, stocks achetés par CCS (pour les clients)	Australie, Canada, Royaume-Uni, États-Unis	Élevé
Fiducie hypothécaire	Services directs, administration des prêts, services aux fournisseurs de services hypothécaires, autres services, services d'évaluation	Canada, Royaume-Uni	Faible
Services de paie	Services de gestion de la paie	Australie, Canada, Chine, Pays-Bas, Norvège, Afrique du Sud, Espagne, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis	Faible
Services de poste	Services de poste de CCS, autres dépenses administratives (poste), poste	Irlande, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, États-Unis	Faible
Impression	Services externalisés CCS (impression), autres frais administratifs (impression)	Australie, Canada, Chine, Irlande, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis	Faible
Services professionnels	Frais administratifs et abonnements (services professionnels), services de conseil (services professionnels), services juridiques/risques/audit, services externalisés, main-d'œuvre supplémentaire, services de traduction	Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahreïn, Barbade, Belgique, Bermudes, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Îles Caïmans, Chine, Colombie, Îles Cook, Costa Rica, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, République dominicaine, Équateur, Égypte, El Salvador, Estonie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Allemagne, Ghana, Grèce, Guatemala, Guernesey, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Irlande, Île de Man, Israël, Italie, Japon, Jersey, Kazakhstan, Kenya, République de Corée, République démocratique populaire du Laos, Lettonie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Malte, Maurice, Mexique, Maroc, Mozambique, Namibie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Porto Rico, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Arabie saoudite, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Afrique du Sud, Espagne, Sri Lanka, Suède, Suisse, Taiwan, République-Unie de Tanzanie, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Émirats arabes unis, Royaume-Uni, États-Unis, Uruguay, Venezuela, Vietnam, Îles Vierges britanniques (Il s'agit principalement d'un réseau de cabinets d'avocats qui aident nos clients à garantir la conformité de la gestion de leurs entités au sein de leurs organisations.)	Élevé
Avantages sociaux	Avantages sociaux, avantages pour le personnel, assurance avantages sociaux	Australie, Canada, Chine, Inde, Irlande, Nouvelle-Zélande, Norvège, Singapour, Afrique du Sud, Espagne, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis	Moyen
Acquisition de talents	Services de recrutement	Australie, Canada, Chine, Inde, Irlande, Jersey, Maurice, Norvège, Singapour, Royaume-Uni, États-Unis	Moyen
Technologie	Centre de données, matériel informatique, services SaaS/cloud hébergés, logiciels, données sur le marché des technologies, services professionnels liés aux technologies, télécommunications	Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chine, République tchèque, Danemark, Allemagne, Inde, Irlande, Italie, Jersey, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Singapour, Afrique du Sud, Espagne, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis	Élevé
Services de trésorerie	Services de trésorerie	Inde, Afrique du Sud, Suisse, États-Unis	Moyen

NOS CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Au cours de l'exercice 2025, nous avons effectué des transactions avec 2 211 fournisseurs différents, pour un montant total de 916 522 581 dollars américains. 45 % des dépenses mondiales sont consacrées à des fournisseurs domiciliés aux États-Unis. 92 % de nos dépenses sont consacrées à nos 300 principaux fournisseurs. Nos dépenses les plus importantes concernent la technologie, les services professionnels, les services postaux, les coursiers et les assurances. Le graphique ci-dessous contient le détail des dépenses envers nos fournisseurs pour l'exercice 2025 par catégorie d'approvisionnement.

Dépense des fournisseurs par catégorie d'approvisionnement



Risques liés à l'esclavage moderne dans les activités des entités couvertes par cette déclaration

Notre approche de la gestion des risques

Computershare considère qu'une gestion efficace des risques est essentielle pour atteindre ses objectifs stratégiques et opérationnels et fondamentale pour protéger sa réputation et la valeur actionnariale. Computershare s'engage à faire de la gestion des risques une compétence fondamentale et une partie intégrante des activités de l'organisation. Cet objectif est atteint grâce à l'adoption d'un cadre de gestion des risques d'entreprise (GRE).

Le cadre de GRE définit la structure et l'ensemble des risques pertinents pour toutes les entreprises.

Les principaux risques directement liés à l'esclavage moderne chez Computershare sont les suivants :

- > Fournisseur et contrepartie
- > Conformité et réglementations
- > Criminalité financière (qui comprend le blanchiment d'argent, la lutte contre la corruption et le financement du terrorisme)
- > Risque lié au personnel

Pour illustrer le fonctionnement de notre cadre de GRE, nous prendrons l'exemple du risque fournisseur et contrepartie.

Ce type de risque est défini comme le risque que les fournisseurs ou les contreparties ne fournissent pas les services contractuels, promis et attendus.

Pour chaque type de risque, les déclarations d'appétit pour le risque sont approuvées par le conseil d'administration de l'entité mère du groupe, Computershare Limited, et ces déclarations fixent le niveau de risque que l'entreprise est prête à tolérer pour chaque secteur de risque. Elles sont révisées régulièrement, afin de s'assurer qu'elles restent pertinentes et contribuent à gérer le niveau de risque total que Computershare est prêt à prendre dans la poursuite de ses objectifs commerciaux, dans les limites acceptables fixées par le conseil d'administration. Computershare a une faible appétence pour les risques liés aux fournisseurs et aux contreparties.

Pour chaque appétit pour le risque, un ensemble d'indicateurs clés de risque (mesures) sous-jacents est élaboré et communiqué au conseil d'administration afin de garantir la mise en place d'un suivi et d'une surveillance appropriés. Lorsque l'indicateur est défavorable, des mesures d'atténuation sont convenues, afin de renforcer notre environnement de contrôle.

Le cadre de GRE soutient la réalisation des objectifs de Computershare en adoptant une approche systématique, cohérente et pragmatique de l'identification, de l'analyse, de l'atténuation et de la communication des risques et des contrôles dans des limites de tolérance acceptables. Le cadre de GRE est tourné vers l'avenir et est conçu pour conduire à une prise de décision proactive et, en fin de compte, contribuer à l'amélioration de la performance de Computershare. Le cadre de GRE a pour but de fournir un aperçu de haut niveau de l'approche de Computershare à la gestion du risque qui peut s'appliquer aux différents environnements commerciaux à l'échelle mondiale et à tous les types de risques en soulignant :

- > les principes de gestion des risques associés à l'identification, à l'évaluation et au traitement des risques
- > un langage commun, des définitions et outils pour soutenir la gestion du risque
- > la structure de gouvernance, incluant les rôles et responsabilités en matière de gestion et de suivi des risques

Un examen de la politique de gestion des risques et du cadre de GRE est coordonné par le Groupe de risque global (GRG) sur une base annuelle. Il implique les principales parties prenantes des divisions commerciales et technologiques de Computershare, et toute modification proposée doit être approuvée par le conseil d'administration de Computershare Limited.

RISQUES LIÉS À L'ESCLAVAGE MODERNE DANS LES ACTIVITÉS DES ENTITÉS COUVERTES PAR CETTE DÉCLARATION

Computershare applique un modèle strict de gestion des risques fondé sur trois lignes de défense. Il est soutenu par des définitions claires des rôles et responsabilités en matière de gestion des risques. Le personnel est formé et informé régulièrement en fonction du modèle et de ses responsabilités spécifiques.

Première ligne de défense – Activités liées à la génération de revenus, à la réduction des dépenses ou au soutien des activités à risque (p. ex., Opérations ou TI). La première ligne de défense assume l'entière responsabilité de la gestion des risques inhérents à ses activités; elle est chargée d'identifier, de mesurer, de gérer, de surveiller et de signaler les risques conformément à l'appétit pour le risque du conseil d'administration; elle veille à la performance et à l'efficacité des contrôles nécessaires pour se conformer à l'appétit pour le risque et aux politiques.

Deuxième ligne de défense – Surveillance indépendante. Activités liées à la supervision indépendante de la gestion des risques des activités de première ligne. La deuxième ligne de défense établit le cadre de gestion des risques et les normes associées, examine, remet en question et évalue de manière indépendante les risques par rapport à la propension au risque du conseil d'administration; elle garantit l'examen et la remise en question indépendants des activités, des processus et des contrôles effectués par la première ligne et dispose de l'autorité nécessaire pour le faire; elle garantit la performance et l'efficacité des contrôles indépendants.

Troisième ligne de défense – Assurance indépendante. Activités liées à la fourniture d'une assurance indépendante sur les activités de contrôle et de gestion des risques menées par les première et deuxième lignes de défense. Mise en place d'un cadre pour évaluer les activités de gestion et de contrôle des risques en première et deuxième lignes. Fournir au comité des risques et d'audit une assurance indépendante quant à l'adéquation du cadre global de gestion des risques et de contrôle.

Pour développer une compréhension du risque, Computershare prend en compte à la fois les conséquences du risque (impact) et la probabilité que ces conséquences se produisent. Le cadre fournit une structure et des seuils tant pour l'impact que pour la probabilité.

Comprendre et évaluer les risques de l'esclavage moderne dans nos opérations et notre chaîne logistique

En comprenant et en évaluant les risques de l'esclavage moderne dans ses opérations et sa chaîne logistique, Computershare a pris en compte les principes directeurs des Nations unies comme base de référence :

- > Une entreprise peut avoir un impact sur les droits de la personne si ses propres actions ou omissions sont directement à l'origine de cet impact.
- > Une entreprise peut contribuer à avoir un impact sur les droits de la personne si ses actions ou omissions contribuent à ce qu'une autre partie soit à l'origine de l'impact (p. ex., en l'incitant à le faire).
- > Une entreprise peut être directement liée à un impact sur les droits de la personne par une autre entité avec laquelle elle entretient des relations commerciales par le biais de ses opérations, de ses produits ou de ses services.

L'esclavage moderne décrit des situations dans lesquelles les auteurs utilisent la coercition, les menaces ou la tromperie pour exploiter les victimes et porter atteinte à leur liberté. Les pratiques spécifiques qui constituent l'esclavage moderne peuvent inclure :

- > la traite des personnes
- > l'esclavage
- > la servitude
- > le travail forcé
- > la servitude pour dettes
- > le mariage forcé
- > l'exploitation des enfants

Notre groupe de travail sur l'esclavage moderne s'est réuni régulièrement au cours de l'exercice 2025 pour examiner nos activités commerciales et notre chaîne logistique et coordonner la mise en œuvre des changements nécessaires pour se conformer à nos engagements en matière d'esclavage moderne dans l'ensemble du groupe. Ce groupe de travail comprend les cadres supérieurs et le personnel dans des domaines tels que l'approvisionnement, le personnel, les affaires juridiques, les risques et la conformité, l'ESG et la communication d'entreprise. Le groupe de travail est responsable de l'identification des domaines d'amélioration et de la mise en œuvre de pratiques appropriées pour gérer et atténuer les risques liés à l'esclavage moderne dans l'ensemble de nos opérations et de nos chaînes logistiques.

RISQUES LIÉS À L'ESCLAVAGE MODERNE DANS LES ACTIVITÉS DES ENTITÉS COUVERTES PAR CETTE DÉCLARATION

Nous évaluons nos risques sous différents angles en ce qui concerne l'esclavage moderne et le risque lié aux tiers en particulier. Il s'agit notamment d'examiner les secteurs industriels (et les services fournis) et les lieux géographiques où ces services sont fournis, deux domaines spécifiques où le risque potentiel d'esclavage moderne est plus élevé pour notre organisation. Computershare a identifié ces secteurs dans ses opérations et sa chaîne logistique dans lesquels l'esclavage moderne pourrait survenir



Les domaines suivants ont été identifiés pour le suivi et l'examen des risques liés à l'esclavage moderne.

Nos risques en tant que prestataire de services financiers et professionnels

En tant que prestataire d'un éventail diversifié de services financiers, de gouvernance de d'autres services connexes, Computershare considère que le risque d'esclavage moderne dans son organisation et sa chaîne logistique est faible. Comme pour de nombreuses entreprises de services financiers et professionnels, certains domaines font l'objet d'une attention particulière. Par exemple, certains lieux où nous exerçons nos activités sont considérés comme des juridictions à plus haut risque.

Plusieurs de nos services sont des activités réglementées et nous prenons nos responsabilités réglementaires sérieusement. Nous disposons d'un programme de conformité mondial conçu pour garantir que nous traitons nos clients de manière équitable, que nous contrôlons et empêchons l'utilisation abusive de nos produits et services à des fins de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, et que nous veillons à ce que notre personnel et nos fournisseurs contrôlent et empêchent les pots-de-vin et la corruption dans toutes nos relations d'affaires.

Parmi les lieux où nous opérons, un certain nombre d'entre eux sont considérés comme des lieux à risque moyen selon l'Indice mondial de l'esclavage 2023 (comme indiqué en page 8). Pour Computershare, il s'agit de l'Inde, la Pologne et les Philippines.

Nous avons établi un processus cohérent de diligence raisonnable et d'intégration de nos fournisseurs à l'échelle mondiale.

Avec l'évolution du secteur, les risques et les réglementations associés aux évaluations des risques liés aux tiers, une équipe d'experts en la matière issus des domaines des achats, des risques, de la conformité, juridique, sécurité de l'information, gestion des fournisseurs informatiques, confidentialité, résilience, audit et des partenaires commerciaux de première ligne s'est réunie chez Computershare en janvier 2025 pour former un groupe de travail qui a abouti à l'adoption de la politique et de la norme mondiale de Computershare en matière de gestion des risques liés aux tiers (TPRM), conformes aux normes de bonnes pratiques en matière de TPRM.

La nouvelle norme établit une distinction entre les exigences réglementaires et le profil de risque d'un fournisseur (critique/non critique et risque élevé/moyen/faible). Le programme et la fréquence des contrôles sont déterminés par divers facteurs, notamment l'accès aux données, la criticité des services, les risques inhérents et le lieu, et sont effectués à des intervalles jugés appropriés en fonction de la nature de la mission.

Identification des juridictions à haut risque

Computershare a identifié (en appliquant le rapport Global Slavery Index 2023) trois juridictions dans lesquelles elle est fortement implantée et qui présentent un risque plus élevé en matière d'esclavage moderne. Il s'agit de l'Inde, la Pologne et les Philippines.

Au cours de l'exercice 2023, nous avons fourni des renseignements actualisés sur l'établissement de nos activités en Inde. Au cours de l'exercice 2024, nous avons inclus des renseignements sur nos activités en Pologne et, dans le présent rapport, nous fournissons des renseignements sur notre présence à Manille, aux Philippines.

Implantation aux Philippines

Depuis 2012, Computershare fait appel aux services de Cognizant Worldwide Limited (Cognizant) pour assurer les opérations de son centre de contact, y compris l'assistance par téléphone et par chat.

Ce service soutient nos activités liées aux services aux émetteurs et aux plans d'actionnariat salarié aux États-Unis, au Canada et en Australie.

Nous avons mené à bien un processus de diligence raisonnable approfondi lorsque nous avons sélectionné Cognizant et mis en place cette opération. Notre équipe de gestion des fournisseurs et nos chefs d'entreprise surveillent chaque année les fournisseurs que nous avons sélectionnés et évaluent leurs performances et les risques.

Cognizant publie sa propre déclaration sur l'esclavage moderne. Dans leur déclaration pour l'exercice 2024, ils reconnaissent également les Philippines comme un pays à haut risque et ont procédé à des examens de référence concernant les activités à haut risque de Cognizant, telles que l'achat de fournitures de bureau, les services de nettoyage et de sécurité et le recrutement de main-d'œuvre.

Traitement équitable, conditions de travail et égalité des chances

Le nombre d'employés travaillant pour Computershare (via Cognizant) à Manille varie entre 250 et 450 personnes, en fonction des variations saisonnières (comme pendant la période fiscale, où le volume d'appels augmente). Le personnel à Manille est employé par Cognizant, qui est tenu de respecter toutes les lois locales en matière d'emploi et de conditions de travail. Nous avons également conclu des accords contractuels avec Cognizant qui imposent des obligations détaillées visant à garantir qu'aucun cas d'esclavage moderne ne se produise dans le cadre de la prestation de services à Computershare. Les autres domaines couverts comprennent la garantie que le personnel soit rémunéré au moins au salaire minimum légal ou au salaire en vigueur dans le secteur d'activité où se trouve l'établissement (le plus élevé des deux) et que le personnel bénéficie d'un lieu de travail sûr et sain. Le personnel a également accès à une politique anti-représailles qui lui permet de s'adresser à Computershare ou à ses auditeurs sans craindre de représailles de la part de notre fournisseur ou de sa direction.

Engagement et supervision

- > Computershare dispose d'un responsable sur place qui travaille directement avec l'équipe Cognizant pour coordonner les opérations quotidiennes.
- > Des réunions quotidiennes ont lieu entre les équipes locales de Computershare et l'équipe Cognizant, afin de coordonner des questions telles que les priorités opérationnelles, la formation et la planification.
- > Des réunions mensuelles d'examen des activités sont organisées afin d'examiner des questions telles que les performances, les initiatives et l'avancement des projets.
- > Computershare et Cognizant ont un modèle opérationnel et un programme qualité communs.
- > Computershare et Cognizant ont mis en place un programme commun d'incitation pour leur personnel. Les employés du site de Manille y participent et reçoivent des récompenses de la part de Computershare pour l'excellence de leurs services.
- > Le personnel de Cognizant suit les politiques et normes pertinentes de Computershare, qui reflètent les processus et politiques de leurs homologues opérant sur le territoire national. À titre d'exemple, les procédures de traitement des appels et les processus

d'escalade reflètent tous les opérations internes de Computershare. De plus, le personnel de Cognizant doit suivre toutes les formations obligatoires (p. ex., Computershare et moi, lutte contre le blanchiment d'argent, délit d'initié, sensibilisation à la fraude).

- > Des réunions mensuelles sont organisées entre les cadres supérieurs chargés des opérations chez Computershare et Cognizant.
- > Visites annuelles de Cognizant par les membres de notre équipe de direction mondiale.
- > Voyages annuels (visites de travail) effectués par la direction opérationnelle de Computershare en Amérique du Nord et en Australie.

L'équipe de direction de Computershare entretient des relations avec le personnel de Cognizant Manila à tous les niveaux. Tout au long de cette longue relation commerciale, aucun incident, soupçon ou cas avéré d'esclavage moderne n'a été signalé.

Incidents d'esclavage moderne

Computershare a investi dans un système centralisé pour enregistrer et gérer l'activité de nos fournisseurs à l'échelle mondiale. À mesure que les dossiers des fournisseurs sont ajoutés et améliorés, nous avons pu procéder à une évaluation plus approfondie de nos données fournisseurs et avons identifié un certain nombre de fournisseurs qui nous ont fourni des services au cours de l'exercice 2025 depuis des zones géographiques à haut risque (GRI). Il s'agissait de services professionnels fournis par des prestataires dans des domaines tels que le droit, la gestion des risques et l'audit, considérés comme des secteurs à faible risque.

Computershare continuera à alimenter notre base de données et à évaluer les sites et les services fournis afin de s'assurer que nos fournisseurs agissent conformément à notre Code de conduite des fournisseurs.

Nos risques en tant qu'employeur

Au sein de notre main-d'œuvre directe

Computershare considère que le risque résiduel d'esclavage moderne au sein de notre main-d'œuvre directe est très faible, étant donné que nous exerçons une surveillance et un contrôle directs sur cet aspect de notre organisation, y compris, mais sans s'y limiter, la gouvernance et la surveillance de nos pratiques d'embauche et de sélection ainsi que des conditions de travail. Tous les employés à travers le monde ont au moins l'âge minimum requis pour travailler conformément à la législation locale, sont libres de quitter leur poste s'ils le souhaitent et ne subissent aucune retenue sur leur salaire.

Tous les postes au sein de Computershare sont répertoriés dans notre système central de gestion du personnel. Nos pratiques d'embauche permettent de garantir que chaque nouveau poste et chaque nouvelle demande sont :

- › Intégrés dans notre système selon des paramètres et des normes définis
- › Suivent un processus de validation basé sur un système
- › Conforme au moins aux normes minimales en vigueur dans chaque pays où nous exerçons nos activités

La majeure partie de la main-d'œuvre possède une compétence ou une qualification dans les services financiers et professionnels ou les fonctions de soutien et la nature du travail effectué est principalement de bureau ou à domicile. Par ailleurs, Computershare s'engage à respecter strictement toutes les lois du travail applicables et nous maintenons une approche de tolérance zéro à l'égard de l'esclavage moderne au sein de nos opérations. Nous disposons également d'un environnement politique solide pour soutenir cette initiative (détaillé à l'annexe A). Pour aider à gérer nos risques en tant qu'employeur et dans le cadre de notre investissement continu dans les capacités de nos employés, nous nous assurons que notre formation obligatoire couvre les renseignements dont nos employés ont besoin pour s'acquitter efficacement de leurs rôles, et nous surveillons nos taux d'achèvement dans le cadre de notre cadre de gouvernance de la formation.

Pendant l'exercice 2025, plus de 99 % du personnel admissible a complété nos modules de cours en ligne obligatoires sur les droits de la personne, les mesures de lutte contre les pots-de-vin et la corruption, et la lutte contre le blanchiment d'argent. Chaque année, tous les employés doivent également attester avoir pris connaissance du Guide mondial de l'employé de Computershare et de nos politiques, y compris le Code de conduite du groupe.

Certaines fonctions au sein de notre entreprise requièrent une compréhension additionnelle des risques de l'esclavage moderne. Au cours de l'exercice 2025, les membres des équipes chargées des achats, des installations, du recrutement et des ressources humaines au sens large, ainsi que ceux impliqués dans l'achat de produits informatiques et notre groupe de travail sur l'esclavage moderne, ont de nouveau participé à une formation approfondie sur la lutte contre l'esclavage moderne dispensée par Unseen, un prestataire de formation spécialisé au Royaume-Uni. Plus de 50 employés ont complété les modules, y compris 15 employés du personnel d'approvisionnement qui ont suivi une formation additionnelle.

Les thèmes abordés lors de cette formation étaient les suivants :

1. L'esclavage moderne et la traite des personnes – Connaître les types et l'étendue de l'esclavage moderne et la traite des personnes dans le monde.
2. Repérer les signes et prendre action – Être capable de repérer les signes d'exploitation sur le lieu de travail et se sentir confiant pour prendre des mesures appropriées et en toute sécurité.
3. Le rôle des entreprises – Comprendre le rôle que jouent les entreprises dans l'esclavage moderne et comment les entreprises peuvent s'attaquer à l'exploitation.
4. Amélioration continue – Reconnaître la différence entre la conformité et l'amélioration continue dans la prévention de l'esclavage moderne.

Tous les individus ont été invités à mettre en pratique cette formation lors de leur travail.

Les taux d'achèvement pour l'exercice 2025 :

- › L'esclavage moderne dans les entreprises : 93 % (54 formations achevées sur 58)
- › L'esclavage moderne dans l'approvisionnement : 87 % (13 formations achevées sur 15)

Les 58 personnes ont toutes suivi la formation requise dans la semaine qui a suivi la fin de l'exercice financier.

Nous avons mis en place des mesures de santé et de sécurité au niveau mondial et nous comptons sur tous les employés pour :

- › Respecter et être protégé par toutes les règles et pratiques de sécurité pertinentes
- › Suivre les instructions concernant la sécurité et les pratiques de travail efficaces
- › Avertir leur gestionnaire ou un représentant d'équipe s'ils ont connaissance d'une pratique ou d'une activité professionnelle dangereuse ou imprudente
- › Suivre notre formation obligatoire sur la santé et la sécurité à l'échelle mondiale (taux d'achèvement de 99 %)

RISQUES LIÉS À L'ESCLAVAGE MODERNE DANS LES ACTIVITÉS DES ENTITÉS COUVERTES PAR CETTE DÉCLARATION

Dans le cadre de notre méthode de travail « Being Purple », notre engagement à « faire ce qui est juste » s'appuie sur nos initiatives plus larges en matière d'équité et de culture. Ces programmes contribuent à promouvoir nos engagements en matière de droits de la personne en réaffirmant que la discrimination, le harcèlement et la victimisation ne seront en aucun cas tolérés chez Computershare.

Afin de promouvoir notre stratégie en matière d'équité et de culture, nous avons mis en place des groupes et des comités, notamment un groupe de travail sur l'équité et la culture et huit groupes-ressources d'employés. Ces groupes sont dirigés par des employés qui jouent un rôle important dans l'intégration de l'inclusion dans l'entreprise en aidant à promouvoir et à faire connaître les politiques et les stratégies liées aux personnes. Ces éléments aident l'entreprise à prendre des décisions éclairées concernant les politiques, pratiques et procédures de Computershare en matière de ressources humaines, qui soutiennent les valeurs d'équité, d'égalité, d'inclusion, de respect et d'intégrité.

Au sein de notre main-d'œuvre indirecte

Computershare utilise les entreprises de location de main-d'œuvre, principalement aux États-Unis, pour le travail intérimaire. Il s'agit généralement d'un travail axé sur des projets ou pour répondre aux besoins en main-d'œuvre saisonnière. Ces travailleurs temporaires sont des employés de l'entreprise de travail temporaire, qui reste responsable du paiement de leurs salaires et autres avantages. Le risque d'esclavage moderne au sein de ces entreprises de travail temporaire est défini à un niveau résiduel faible. Ces dispositions sont également soutenues par des obligations contractuelles imposées à nos fournisseurs, qui leur interdisent de tolérer ou d'autoriser toute pratique relevant de l'esclavage moderne dans les services qu'ils fournissent à Computershare.

Computershare utilise aussi un petit nombre de prestataires de services externalisés tiers, généralement basés dans des pays où les marchés du travail ont un coût plus faible. Ces marchés ont un risque inhérent d'esclavage moderne plus élevé en raison de la combinaison de salaires plus faible et de lois et pratiques locales moins strictes en matière de travail. Nos processus qui contrôlent et supervisent ces risques et qui s'assurent que nos partenaires sont de bonnes organisations avec lesquelles travailler, dans le respect de l'éthique, sont présentés plus loin dans cette Déclaration. Nous avons également fourni un aperçu de notre relation avec un partenaire clé aux Philippines dans une autre partie de la présente déclaration.

Nous faisons notre possible pour assurer la cohérence et la transparence des processus que nous suivons lors du recrutement de notre main-d'œuvre indirecte. Nous avons mis en place une politique de filtrage qui impose les vérifications suivantes par un tiers : les vérifications préalables à l'embauche, les vérifications du droit au travail, les antécédents criminels et les pièces d'identité délivrées par l'État. Computershare a instauré un processus interne en cas d'élément réhibitoire ou de préoccupation soulevée pendant la phase de recrutement, qui nous aide à décider si nous autorisons une personne à travailler ou non. Il existe également un moyen de faire part de ses préoccupations après que des employés indirects aient commencé leur travail.

Risques posés au sein de notre chaîne logistique

Lors de l'évaluation des risques liés à l'esclavage moderne dans notre chaîne logistique, nous avons regardé en particulier (i) les lieux géographiques et (ii) les types de biens et de services que nous procurons dans chacune de ces régions géographiques.

Emplacements des risques de la chaîne logistique

Si nous estimons que le profil de risque global de l'esclavage moderne dans notre chaîne logistique est faible, nous sommes conscients que certains pays, de par leur nature, comportent un risque accru d'esclavage moderne. Les mesures que nous avons prises pour atténuer ces risques sont exposées plus loin dans cette déclaration.

Biens et services de notre chaîne logistique à risque élevé

Fournisseurs d'installations et de locaux (p. ex., nettoyage et entretien des locaux)

Computershare s'appuie sur un certain nombre d'entreprises et de services différents pour assurer le bon fonctionnement de nos bureaux. Ils incluent le personnel de nettoyage, les traiteurs, les services publics et les services de sécurité des bâtiments.

Les prestataires de ces types de services ont été reconnus comme utilisant potentiellement une plus grande proportion d'employés intérimaires ; et avec un risque accru que ces employés soient sous-payés, travaillent un nombre d'heures excessif ou n'aient pas reçu une formation adéquate.

Matériel des technologies de l'information

Computershare s'appuie sur de nombreux dispositifs informatiques, tels que des serveurs, des téléphones cellulaires, des ordinateurs personnels, des ordinateurs portables et des tablettes électroniques. Il y a un risque que le matériel que nous procurons par l'entremise de nos fournisseurs puisse avoir été produit dans des conditions contraires aux droits de la personne, telles que le travail des enfants, le travail forcé ou la servitude pour dettes.

Fournisseurs de papier (p. ex., fournisseurs de Computershare Communication Services)

Computershare utilise du papier pour soutenir à la fois ses clients et ses activités internes. Toutefois, lorsque nous achetons du papier, nous comprenons qu'il y a un risque que le papier et les produits du bois provenant de l'industrie forestière mondiale comportent des violations des droits de la personne, y compris le recours au travail forcé, au travail sous contrat et au travail des enfants.

Dans le cadre de notre programme « Net Zero », nous menons des initiatives globales visant à numériser nos produits et réduire l'utilisation de papier associée à la fourniture de nos produits et services à moyen et long terme. Nous cherchons aussi à améliorer les normes de certification et la manière dont nous suivons tous les produits de papier que nous achetons.

Au cours de l'exercice 2025, notre division Services de communication a réduit sa consommation de papier de 9 %.

Biens non destinés à la revente (p. ex., biens promotionnels)

Computershare utilise un nombre limité d'articles de marque promotionnels pour ses clients, clients éventuels et son personnel. Nous comprenons que la fabrication et l'approvisionnement de ces produits (tels que les vêtements et les articles manufacturés de faible valeur comme les stylos de marque) peuvent présenter des risques accrus d'esclavage moderne, et nous en sommes conscients lorsque nous sélectionnons nos fournisseurs.

Nos risques en tant que soutien de la communauté

Il existe un risque que nous soutenions, par des dons ou des actions de plaidoyer, des organisations impliquées dans l'esclavage moderne.

Le programme de dons sur le lieu de travail de Computershare, Change A Life, a été fondé en 2005 avec l'objectif de faire une réelle différence dans les communautés du monde entier. Depuis, plus de 13 millions d'AU\$ ont été collectés, soutenant l'agriculture durable et la reforestation, la sécurité alimentaire, les cliniques ophtalmologiques mobiles, les secours en cas de catastrophe et une série de programmes visant à promouvoir l'éducation et le bien-être des enfants à risque.

Étant donné que les initiatives encouragées par Change A Life ont lieu dans des pays moins développés, elles comportent un risque plus élevé d'esclavage moderne. Parmi les exemples, on peut citer le recours à des entrepreneurs pour soutenir la construction de l'infrastructure d'une institution caritative approuvée et financée par le programme Change A Life.

Répondre à nos risques d'esclavage moderne

En tant qu'entreprise, nous pouvons mesurer notre succès par rapport aux initiatives des droits de la personne et de l'esclavage moderne dans les secteurs suivants :

En tant que prestataire de services financiers et professionnels

Notre programme de conformité surveille de près les risques liés aux pots-de-vin et à la corruption et veille à ce que nous respections les lois et règlements en vigueur. Computershare publie sa Politique en matière de pots-de-vin et de corruption et Politique en matière de droits de la personne dans la section Gouvernance de notre site Web. Les deux politiques sont révisées par le conseil d'administration chaque année dans le cadre du cycle de révision des politiques du conseil d'administration.

Notre politique mondiale de lutte contre le blanchiment d'argent définit des principes et des normes globales pour la gestion des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme au sein de Computershare, ce qui aide à réduire le risque que Computershare finance l'esclavage moderne et répond à nos exigences réglementaires. Nous nous conformons à toutes les lois et réglementations applicables en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme :

- › Suivre les principes de Know-Your-Customer (KYC) et la réglementation d'identification des clients - Ils garantissent que nous identifions chaque client avec lequel nous travaillons afin d'évaluer les risques qu'il représente pour nous (p. ex., en cas de responsabilité pénale). Nous filtrons les clients lorsque nous les accueillons, puis périodiquement par la suite (p. ex., en surveillant les « nouvelles négatives » ou les sanctions juridiques prises à leur rencontre).
- › Reconnaître, enquêter et déclarer toute activité suspecte d'un client aux autorités pénales compétentes dans chaque juridiction au sein de laquelle nous faisons des affaires.
- › Protéger la réputation et l'intégrité de l'organisation en veillant à ce que nous ne fassions pas d'affaires ou ne passions pas de contrats avec des clients indésirables qui posent des risques juridiques ou de réputation pour nous.

Computershare respecte les lois applicables en matière de sanctions, et nous soumettons nos clients, nos employés et nos fournisseurs à un contrôle des listes de sanctions pertinentes pour toutes les principales juridictions dans lesquelles nous opérons (y compris les Nations unies, l'OFAC des États-Unis et le HMT du Royaume-Uni, les listes de sanctions du DFAT de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande). Cela nous permet d'éviter, par exemple, de faire des affaires avec de grands criminels organisés ou des entités sanctionnées susceptibles de pratiquer l'esclavage moderne dans le cadre de leurs opérations et de commettre d'importantes violations des droits de la personne.

Nos modules d'apprentissage réglementaire (couvrant nos obligations dans le cadre de nos politiques de groupe sur des questions telles que les droits de la personne, les mesures contre la corruption, le blanchiment d'argent, le filtrage des sanctions, la confidentialité des données, la santé et la sécurité au travail, le bien-être, l'ESG, la discrimination et le harcèlement, l'accessibilité, la diversité et l'inclusion) ont été remaniés en utilisant une approche d'apprentissage adaptatif. Cette approche vérifie chaque année la rétention des connaissances du personnel, ce qui nous donne l'assurance que les comportements acquis que nous détaillons dans notre cadre de travail « Being Purple » sont intégrés. Ceux-ci soutiennent notre environnement politique et notre Code de conduite mondial (voir Annexe « A »).

En outre, nos politiques clés sont révisées annuellement, tout comme nos modules de formation, afin de s'assurer qu'elles restent à jour et conformes à toute modification réglementaire. Nous contrôlons, rapportons et gérons les taux d'achèvement des formations obligatoires dans le cadre de notre gouvernance en matière de formation. Les employés qui ne suivent pas la formation obligatoire sur la conformité sans raison valable peuvent faire l'objet de mesures disciplinaires.

RISQUES LIÉS À L'ESCLAVAGE MODERNE DANS LES ACTIVITÉS DES ENTITÉS COUVERTES PAR CETTE DÉCLARATION

Les taux de réussite de la formation relative à l'esclavage moderne au cours de l'exercice 25 :

Les modules de formation ci-dessous touchent à différents aspects de l'esclavage moderne et doivent être suivis par tous les employés dans les différents mois de l'année civile. La formation suivante est disponible dans sept langues.

- › Computershare et moi, incluant la formation sur les droits de la personne : 99,70 % de réussite (+0,49 par rapport à l'exercice 2024)
- › Comportements éthiques et lutte contre les pots-de-vin et la corruption : 99,67 % de réussite (+0,55 % par rapport à l'exercice 2024)
- › Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme : 99,70 % de réussite (+0,57 % par rapport à l'exercice 2024)

En tant qu'employeur

Nous appliquons un processus d'intégration rigoureux qui comprend la confirmation du statut de visa approprié et des droits au travail conformément à la législation en vigueur pour notre personnel direct et indirect dans toutes les juridictions où nous exerçons nos activités. Il s'agit de payer au moins le salaire minimum national, d'offrir au moins le minimum légal de congés et de contrôler et maintenir les dossiers requis pour les visas de travail. Tout le personnel doit suivre toutes les formations réglementaires pertinentes (y compris la formation aux droits de la personne) dans les quatre semaines qui suivent son entrée dans l'entreprise.

Notre main-d'œuvre indirecte comprend le personnel qui est employé par des entreprises locales de travail temporaire et les employés de nos prestataires de services d'externalisation à l'étranger, qui sont principalement des employés d'arrière-guichet et de technologies de l'information. Les entreprises travail temporaire sont principalement situées aux États-Unis et sont sujettes à des processus rigoureux d'intégration et de diligence par le biais de notre fonction de gestion des fournisseurs. Ces firmes sont également soumises à des engagements contractuels solides qui les obligent à respecter toutes les lois du travail applicables.

Nos prestataires de services d'externalisation à l'étranger sont des prestataires de services réputés avec lesquels Computershare a établi des relations à long terme. Alors que les réunions régulières avec nos prestataires de services d'externalisation sont essentiellement virtuelles, les représentants principaux de Computershare se déplacent également pour rendre visite à ces prestataires de services de manière périodique. Ces prestataires sont tenus par contrat d'adhérer à nos politiques et normes et nombre d'entre eux ont publié leur propre position sur l'esclavage moderne et les droits de la personne, qui est revue périodiquement afin de s'assurer qu'elle est conforme à nos politiques et normes. Nous avons aussi un audit contractuel et des droits d'inspection sur leurs opérations et leur chaîne logistique.

Computershare ne tolérera ni n'approuvera aucun lien, preuve ou soupçon de pratiques d'esclavage moderne sur son lieu de travail. Les politiques et procédures en matière de griefs et de dénonciation de Computershare sont disponibles pour que tout signalement de telles pratiques soit déclaré et fasse l'objet d'une enquête approfondie. Nous continuons à intégrer des principes justes et inclusifs dans nos politiques et pratiques en matière de personnel et dans nos protocoles de prise de décision.

- › Notre programme de dénonciation permet aux employés et aux fournisseurs de faire des rapports, y compris de façon anonyme, s'ils ont connaissance d'un comportement à signaler ou s'ils le soupçonnent. Les comportements à signaler comprennent le fait qu'une personne ait connaissance ou soupçonne un cas d'esclavage moderne dans les activités ou la chaîne d'approvisionnement de Computershare. Le Programme de dénonciation est largement promu en interne, notamment dans notre Code de conduite.

Au cours de l'exercice 2025, aucun cas de dénonciation lié à l'esclavage moderne n'a été signalé. Les renseignements relatifs à la manière de signaler un cas sont clairement indiqués sur l'intranet de Computershare et font partie intégrante de notre formation annuelle obligatoire.

Outre le système de dénonciation, tous les employés ont le droit de déposer une plainte de manière confidentielle, en la soulevant via le système central de gestion du personnel. Des processus rigoureux sont en place pour garantir que ces systèmes sont gérés de manière cohérente avec l'équipe mondiale des relations avec les employés. Au cours de l'exercice 2025, aucune plainte n'a été déposée en matière de droits de la personne ou d'esclavage moderne.

Si un employé a des préoccupations concernant des questions de santé et de sécurité, notre site intranet indique clairement nos politiques mondiales et locales, ainsi que la manière de signaler toute préoccupation et de demander de l'aide.

Dans chaque pays où opère Computershare, l'entreprise se conforme à toutes les exigences légales en matière de rapports sur la diversité. Computershare est tenue de présenter un rapport annuel sur la parité hommes-femmes en Australie, Afrique du Sud, Irlande et aux États-Unis, et nous fournissons également ces données tous les quatre ans en Suisse. À l'avenir, nous communiquerons également ces renseignements conformément à la législation européenne sur la transparence salariale et aux exigences renforcées en Australie. Nos rapports en Australie et aux États-Unis sont publiés en externe et des liens vers ces rapports sont disponibles sur la section Gouvernance de notre site Web.

RISQUES LIÉS À L'ESCLAVAGE MODERNE DANS LES ACTIVITÉS DES ENTITÉS COUVERTES PAR CETTE DÉCLARATION

En tant qu'acheteur de biens et de services

Tous les nouveaux fournisseurs, ainsi que les fournisseurs existants au moment de leur intégration et/ou de leur évaluation périodique, sont tenus de certifier qu'ils disposent de leur propre politique en matière de droits de la personne ou d'un document équivalent à notre code de conduite des fournisseurs.

Les équipes d'approvisionnement au niveau mondial suivent actuellement les fournisseurs en fonction de leurs dépenses et des risques qu'ils présentent. Actuellement, ce processus fait l'objet d'un suivi manuel et nous souhaitons évoluer vers un processus automatisé et technologique dans lequel les fournisseurs seront tenus de confirmer à nouveau qu'ils respectent nos exigences sur une base annuelle.

Tous les fournisseurs ayant effectué des dépenses au cours de l'exercice 2025 ont été évalués du point de vue de l'esclavage moderne. Au moment de la rédaction du présent rapport, nous avons déterminé que 48 % de nos fournisseurs ont adopté une position acceptable en matière d'esclavage moderne, soit en acceptant officiellement le code de conduite des fournisseurs de Computershare, soit en appliquant leur propre politique équivalente. Les 52 % restants des fournisseurs se trouvaient tous dans des zones à faible risque du point de vue de l'esclavage moderne et nous avons l'intention de poursuivre nos efforts d'évaluation de ce groupe de fournisseurs au cours de l'exercice 2026.

Afin de soutenir notre engagement continu en faveur de la transparence et de l'approvisionnement éthique, nous améliorerons nos rapports pour l'exercice 2026 grâce à plusieurs initiatives qui viseront principalement à obtenir de plus amples renseignements sur la position en matière d'esclavage moderne et à travailler en étroite collaboration avec les parties prenantes, afin de vérifier le lieu où les services sont fournis.

Grâce à une base plus solide pour le profilage des fournisseurs, nous sommes en mesure d'adopter une approche plus prospective en élaborant des stratégies et en recueillant des données clés supplémentaires pour nos principaux fournisseurs. Cela comprend l'identification des lieux de prestation de services des fournisseurs et la correction de toute lacune dans les renseignements relatifs à la position en matière d'esclavage moderne afin de renforcer davantage la profondeur et la qualité de nos profils de fournisseurs.

En tant que membre de la communauté

Lors de l'identification et de la sélection de projets à soutenir appropriés pour Change A Life, Computershare entreprend un processus de diligence raisonnable avant de s'engager dans un partenariat avec l'organisation de bienfaisance. Cela nous aide à comprendre les processus de gouvernance suivis par l'organisation de bienfaisance, les autres entreprises impliquées, le soutien qu'elle apporte et à qui, et à vérifier qu'il n'y a pas eu de couverture médiatique négative. Computershare visite le lieu de son projet majeur, rencontre régulièrement ses partenaires de bienfaisance sélectionnés et leur demande de lui fournir des rapports annuels sur l'état d'avancement de ses projets.

Remédiation

Computershare s'engage à mettre en œuvre un plan de remédiation s'il s'avère que nous avons causé des cas d'esclavage moderne, que nous y avons contribué ou que nous y avons été liés de quelque manière que ce soit. À cette fin, nous avons mis en œuvre lors de l'exercice 2023 une Politique de remédiation en suivant les conseils de « Stronger Together ». Au cours de l'exercice 2025, Computershare a revu cette politique de remédiation et a déterminé qu'aucune modification n'était nécessaire, car le processus est suffisamment intégré à notre processus d'intégration et au cycle de vie des fournisseurs.

Aucun cas d'esclavage moderne n'a été signalé au cours de cette année de déclaration. Si cela devait se produire, nous attendrions de la partie en infraction qu'elle remédie à la situation et nous travaillerions avec elle en conséquence. S'ils ne sont pas en mesure de le faire à notre satisfaction, nous chercherons à mettre fin à nos services avec eux.

Computershare est consciente que nous avons la capacité d'influencer nos fournisseurs (l'étendue de cette influence peut dépendre de la taille du fournisseur ainsi que du type et de la durée de notre engagement avec lui), et nous voulons faire ce qu'il faut en utilisant cette influence pour aider à apporter des changements pour le mieux en ce qui concerne les personnes impliquées dans nos opérations et notre chaîne logistique.

Efficacité de nos actions

Évaluer l'efficacité de nos actions

Computershare définit l'efficacité de son approche en matière d'esclavage moderne à travers :

- › L'identification : En intégrant le cadre de gestion des risques liés aux tiers.
- › La surveillance : Bien qu'aucun audit interne ciblant spécifiquement l'esclavage moderne n'ait été réalisé en 2025, Computershare a mené des audits dans des domaines connexes, notamment la lutte contre le blanchiment d'argent, le respect des sanctions, la lutte contre la corruption, la sélection des employés et l'achat de technologies. Ces domaines d'audit recoupent et renforcent les éléments clés du cadre de lutte contre l'esclavage moderne mis en œuvre par Computershare, contribuant ainsi à une approche plus solide et intégrée de l'identification, de l'évaluation et de l'atténuation des risques.
- › Capacité de réponse : Fournir un cadre de gestion des conséquences qui traite de manière appropriée les préoccupations liées aux risques d'esclavage moderne avec les parties concernées.
- › Collaboration : En engageant un dialogue ouvert afin d'exercer une influence et un effet de levier auprès des fournisseurs, de l'industrie, des investisseurs et du gouvernement. Un exemple de cela a été la participation aux webinaires sur la durabilité organisés par Pinnacle Groups. Ces sessions contribuent à sensibiliser et à informer l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur sur les divulgations relatives à l'esclavage moderne, que les organisations continuent de considérer comme un élément de plus en plus important de leur processus de diligence raisonnable lors de la désignation de tiers.

Computershare vise à mettre à jour ses politiques, processus et outils à l'échelle mondiale. Cette approche met fortement l'accent sur la gestion des risques, garantissant ainsi que ces mises à jour sont complètes et efficaces. De plus, Computershare s'engage à écouter et à comprendre les différents points de vue des parties prenantes, y compris ceux des experts en droits de la personne et des défenseurs des travailleurs.

Efficacité des approches de gestion

Nous améliorons continuellement notre programme de travail en ce qui concerne la compréhension, la réduction et l'élimination du risque d'esclavage moderne dans le cadre de ses opérations existantes et de notre chaîne logistique. Nous estimons avoir bien progressé dans la compréhension et l'évaluation des risques liés à l'esclavage moderne et nous avons examiné l'efficacité de nos actions et suivi notre performance au cours de l'exercice 2025 au moyen des mesures suivantes :

Gouvernance d'entreprise

Computershare a mis en place un comité directeur sur l'esclavage moderne, qui est le mécanisme de gouvernance chargé de superviser notre cadre de déclaration sur l'esclavage moderne. Ce comité, en collaboration avec d'autres instances telles que nos comités chargés des achats et des questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), contribue à l'engagement de Computershare en faveur d'un comportement éthique et recense activement les préoccupations relatives aux comportements inappropriés.

Dans le cadre de nos processus de diligence raisonnable en matière de risques liés à l'esclavage moderne, nous continuerons à dialoguer avec nos entrepreneurs et fournisseurs, afin de comprendre les mesures qu'ils ont mises en place pour soutenir les mécanismes de réclamation sans représailles et les voies de recours efficaces. Cela implique notamment d'exiger la transparence sur la manière dont les employés peuvent signaler leurs préoccupations en toute sécurité et de manière anonyme, et sur la manière dont ces préoccupations sont traitées sans crainte de représailles.

Notre Code de conduite des fournisseurs définit nos attentes en matière de conduite éthique et de droits de la personne, et nous renforçons nos processus de diligence raisonnable, d'intégration et d'évaluation afin de nous assurer que nos fournisseurs se conforment à nos normes ou appliquent des politiques et pratiques équivalentes. Grâce à des questionnaires ciblés, tels que le questionnaire Fair Supply SAQ, et à des attestations continues des fournisseurs, nous recueillons des renseignements sur la maturité et l'efficacité des systèmes de réclamation et de recours tout au long de notre chaîne d'approvisionnement. Ces efforts sont soutenus par nos forums de gouvernance, notamment le comité directeur sur l'esclavage moderne et les comités d'approvisionnement et d'ESG, qui supervisent l'intégration de ces attentes dans notre cadre plus large de gestion des risques.

Nous offrons également la possibilité de partager nos connaissances avec ces fournisseurs, afin de les aider à élaborer une approche corrective. Nous reconnaissons qu'une mesure corrective légitime doit être adaptée aux faits particuliers d'une situation. De plus, Computershare s'engage à écouter et à comprendre les différents points de vue des parties prenantes, y compris ceux des experts en droits de la personne et des défenseurs des travailleurs.

EFFICACITÉ DE NOS ACTIONS

Il n'y a eu aucune violation de la politique en matière de droits de la personne en 2024-2025. Cependant, Computershare Issuer Services en Australie a été sollicitée par la Commission des droits de la personne au sujet d'un actionnaire malvoyant qui souhaitait utiliser notre plateforme de négociation pour investisseurs, afin de vendre ses actions.

Lorsqu'il vend des actions via la plateforme de négociation pour investisseurs, le participant est tenu de fournir des documents d'identité spécifiques, afin que le système puisse vérifier électroniquement la transaction et respecter les obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Comme le participant ne disposait pas des documents requis, à savoir un permis de conduire et un passeport, la transaction n'a pas pu être traitée via la plateforme Investor Trade.

Le participant a été informé qu'il existait d'autres moyens de vendre des actions par l'intermédiaire d'un courtier. La division mondiale Issuer Services de Computershare envisage de mettre en place des mesures d'identification alternatives, notamment biométriques, qui permettront de garantir à tous les participants l'accès à la plateforme de négociation.

Les taux élevés d'achèvement de nos modules d'apprentissage en ligne par l'ensemble du personnel éligible (c'est-à-dire les postes exposés à des risques élevés d'esclavage moderne dans le cadre de la réalisation de projets et de la passation de marchés) indiquent également que nos employés sont désormais plus sensibilisés aux risques liés à l'esclavage moderne.

Computershare continue à développer ses politiques et normes en matière d'esclavage moderne, d'ESG, de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, tout en veillant à ce que l'ensemble du personnel adhère chaque année au code de conduite du groupe Computershare.

Les rapports exigés par toutes les entités déclarantes, avec des exigences spécifiques concernant l'esclavage moderne, sont réalisés sous la supervision des conseils d'administration concernés.

Suivi

Les actions prises en relation avec notre chaîne logistique jusqu'à présent ont permis d'améliorer le processus d'identification, d'évaluation et de traitement des risques liés à l'esclavage moderne ; et au cours de l'exercice 2025, nous avons surveillé les mesures suivantes :

Suivi de la chaîne logistique

- › Examen des positions des 300 principaux fournisseurs en matière de droits de la personne/l'esclavage moderne
- › Examen des positions des fournisseurs à haut risque sur les droits de la personne/l'esclavage moderne
- › Poursuite du suivi et de l'examen des résultats du filtrage des sanctions lors de l'intégration des fournisseurs
- › Nombre de rapports d'esclavage ou de traite des personnes par le programme de dénonciation

Programme de dénonciation

Notre programme de dénonciation permet aux employés de faire des rapports anonymes, s'ils ont connaissance ou soupçonnent un comportement à signaler.

Le Programme de dénonciation est largement promu en interne, notamment dans notre Code de conduite. Les problèmes peuvent être signalés sur notre ligne rouge mondiale de dénonciation/site Web externe, fournie par un opérateur tiers indépendant, EthicsPoint.

Ce service facilite la déclaration anonyme et confidentielle et est accessible 24 heures par jour, 7 jours par semaine dans toutes les régions où Computershare opère. Tous les rapports soumis par le service sont transmis à la fonction de dénonciation de Computershare pour examen et, le cas échéant, une enquête est menée.

Le comité des risques et de l'audit du groupe et le comité du personnel et de la culture supervisent tous les rapports de dénonciation qui font l'objet d'une enquête dans le cadre de ce processus. Aucun incident d'esclavage moderne ou de traite des personnes n'a été signalé par ce moyen au cours de la période de référence.

Gestion des risques

Computershare a une équipe de gestion des risques mondiale qui est responsable du maintien du cadre de travail du risque mondial.

Cela comprend les politiques mondiales, les processus et outils pour stocker et gérer l'ensemble des registres de risque de Computershare, les évaluations et les plans d'action qui en découlent en ce qui concerne l'esclavage moderne.




Toutes ces activités fournissent un aperçu continu de l'efficacité des mesures prises à la suite de l'évaluation des risques d'esclavage moderne.

Ces processus nous permettent de suivre les changements dans nos activités, tels que notre empreinte géographique, la conduite d'affaires avec des vendeurs, des clients et des fournisseurs à haut risque et si nous découvrons des preuves d'esclavage moderne au sein de Computershare ou de notre chaîne logistique. Cela déclencherait un examen et une mise à niveau du risque et la création de plans d'action dans le cadre de notre processus de gestion des risques, afin de gérer et d'atténuer les cas éventuels. Aucun déclencheur d'examen n'a nécessité d'action au cours de la période de référence.

Mesure de l'efficacité de notre progrès :

Indicateur clé	Objectif	Action	Résultats	Statut
 <p>Intégrer des cadres, des politiques, des normes et une gouvernance des risques</p>	Continuer à intégrer le cadre de gestion des risques liés aux tiers, y compris les normes connexes et les mesures de gouvernance des risques, et faire progresser la formation de sensibilisation dans toutes les régions où nous opérons.	Approbation du cadre de gestion des risques liés aux tiers	Alignement plus étroit avec l'approche des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux droits de la personne.	Complété
		Création de normes de gestion des risques liés aux tiers	Mise à jour de la gestion des risques liés aux tiers et des normes dans plusieurs langues, afin d'améliorer l'accessibilité des normes et de fournir des conseils plus précis.	Complété
		Envisager une amélioration de la formation sur l'esclavage moderne, afin d'y inclure le nouveau cadre de gestion des risques liés aux tiers.	Meilleure compréhension du lien entre la gestion des risques liés aux tiers et l'esclavage moderne	Non démarré
 <p>Intégration du modèle des trois lignes de défense (3LoD)</p>	Responsabilités de la première ligne de défense	Relier les processus opérationnels aux risques et aux contrôles, en tant que mécanisme clé permettant à la première ligne d'effectuer des auto-évaluations de l'efficacité des contrôles.	Ce processus aide à identifier et à évaluer les risques et les contrôles au sein de leurs opérations.	En cours
	Deuxième ligne de défense	Les programmes de conformité surveillent et testent des thèmes clés tels que la lutte contre le blanchiment d'argent (LCBA), les sanctions et la lutte contre la corruption (LCC), comme indiqué dans la déclaration sur l'esclavage moderne.	Ces évaluations des risques liés à la conformité évaluent l'efficacité opérationnelle et la conception des contrôles clés liés à la déclaration sur l'esclavage moderne.	En cours
	Troisième ligne de défense	La troisième ligne fournit une assurance indépendante sur l'efficacité des activités de gestion des risques et de contrôle menées par les première et deuxième lignes. Elle établit un cadre structuré pour évaluer les pratiques de gestion et de contrôle des risques dans ces domaines, garantissant ainsi la cohérence et la rigueur de l'évaluation. De plus, la troisième ligne rend compte au comité des risques et d'audit, offrant une assurance indépendante quant à l'adéquation et à la robustesse du cadre global de gestion des risques et de contrôle.	Ces programmes d'assurance ou audits indépendants offrent une vue d'ensemble de la manière dont divers aspects de la gouvernance et de la conformité s'articulent avec les efforts visant à prévenir l'esclavage moderne.	En cours

EFFICACITÉ DE NOS ACTIONS

Indicateur clé	Objectif	Action	Résultats	Statut
 <p>Processus d'approvisionnement auprès de tiers responsables</p>	Mettre progressivement en œuvre un cadre mondial pour le processus d'approvisionnement responsable auprès de tiers.	Mettre en œuvre un cadre de gestion des risques liés aux tiers qui décrit le processus d'approvisionnement responsable auprès de tiers et contribue à garantir que les conditions reflètent les risques inhérents et résiduels que les tiers font peser sur Computershare.	Si un tiers manque à son obligation de diligence raisonnable en ne respectant pas les exigences en matière de sécurité, de conformité ou d'exploitation, ou s'il présente un risque inacceptable, le contrat peut être résilié.	En progression
		Initiative de diligence raisonnable par des tiers visant à accroître la transparence de la chaîne d'approvisionnement	Collaborer avec les parties prenantes concernées, afin de garantir une sélection et une gestion appropriées de tous les tiers.	En progression
		L'enregistrement et la sélection des fournisseurs dans le système Fusion ont été mis en place et le transfert des tiers vers ce référentiel central est en cours.	Passer à l'utilisation du système Fusion comme référentiel mondial pour les tiers.	En progression
 <p>Surveiller, mesurer et gérer</p>	Continuer à surveiller et à mesurer l'efficacité des contrôles de la chaîne d'approvisionnement et faire progresser la cartographie des risques liés à la chaîne d'approvisionnement. De plus, bien qu'aucun audit interne ciblant spécifiquement l'esclavage moderne n'ait été réalisé en 2025, Computershare a mené des audits dans des domaines connexes, notamment la lutte contre le blanchiment d'argent, le respect des sanctions, la lutte contre la corruption, la sélection des employés et l'achat de technologies. Ces domaines d'audit recourent et renforcent les éléments clés du cadre de lutte contre l'esclavage moderne mis en œuvre par Computershare, contribuant ainsi à une approche plus solide et intégrée de l'identification, de l'évaluation et de l'atténuation des risques.	Faire progresser la mise en œuvre et l'adoption de Fusion en tant que référentiel central pour la gestion des tiers.	Amélioration des processus et cohérence opérationnelle dans toutes nos régions.	NA : Complété CA : Complété ANZ : Complété R.-U. : Complété Irlande : Complété Jersey : Complété Chine : Non démarré Afrique du Sud : En progression Europe continentale : En progression
		Effectuer régulièrement des évaluations des performances des fournisseurs	Adoption et mise en œuvre efficaces des politiques et cadres prescrits à l'échelle mondiale.	En cours d'évaluation
 <p>Collaboration</p>	Collaborer avec les principaux fournisseurs et parties prenantes afin de promouvoir les meilleures pratiques du secteur pour lutter contre les risques généralisés liés à l'esclavage moderne.	Participation à l'Alliance pour la responsabilité sociale	Les efforts collaboratifs contribuent à renforcer l'influence et le pouvoir d'action nécessaires pour lutter contre les risques liés à l'esclavage moderne dans le cadre de la gestion des risques liés aux tiers ainsi qu'en interne, favorisant ainsi des changements systémiques visant à améliorer la transparence de la chaîne d'approvisionnement.	En cours
		Adhésion au Réseau du Pacte mondial des Nations Unies		

À l'avenir

Notre programme d'esclavage moderne continuera de soutenir notre engagement continu en faveur de l'ESG et d'une gestion efficace du risque d'esclavage moderne dans l'ensemble de nos opérations et de notre chaîne logistique. Nous continuerons de considérer les points suivants comme prioritaires pour étayer nos efforts futurs dans ce domaine important.

- › Les efforts collaboratifs contribuent à renforcer l'influence et le pouvoir d'action nécessaires pour lutter contre les risques liés à l'esclavage moderne dans le cadre de la gestion des risques liés aux tiers ainsi qu'en interne, favorisant ainsi des changements systémiques visant à améliorer la transparence de la chaîne d'approvisionnement.
- › Améliorer notre gouvernance en matière d'évaluation de la diligence raisonnable afin de l'aligner sur une fonction de gestion des fournisseurs plus robuste.
- › Surveiller la position des fournisseurs critiques/à haut risque, y compris la collaboration avec les fournisseurs et les mesures correctives, le cas échéant.

Computershare s'est engagée à faire en sorte que l'esclavage moderne ne participe pas aux services que nous fournissons ou dans les chaînes d'approvisionnement dont nous dépendons pour fournir ces services. Computershare souhaite être transparente dans les façons dont nous gérons le risque de l'esclavage moderne dans nos opérations et dans notre chaîne logistique. Cette déclaration démontre notre sérieux dans l'implémentation et l'application de systèmes et de contrôles efficaces dans l'ensemble de notre entreprise et de notre chaîne logistique pour soutenir ces engagements.

Nous continuerons à construire sur les efforts de l'exercice 2025, à la fois dans notre organisation et dans nos relations de travail avec nos fournisseurs.

Annexe

Annexe A

Les valeurs d'entreprise de Certitude, Ingéniosité et Avantage, soutenues par nos méthodes de travail « Being Purple », guident nos employés sur la manière dont ils doivent agir et conduire leurs affaires. Par ailleurs, nous avons une suite de politiques qui définissent des attentes claires pour chaque employé.

Code de conduite mondial	Le Code de conduite définit nos attentes générales en ce qui concerne la conduite appropriée de tous les employés. Les principes fondamentaux du Code de conduite forment la base pour toutes nos politiques et procédures. Le Code de conduite sert de guide pour aider notre personnel à faire le bon choix lorsque confronté à une décision éthique.
Politique mondiale des droits de la personne	Nous considérons que les entreprises ont un rôle important à jouer dans le respect des droits de la personne – nous nous félicitons des évolutions législatives et autres qui visent à améliorer la protection de certaines des personnes les plus vulnérables au monde.
Politique en matière d'équité et de culture	Nous nous engageons à garantir l'équité et l'appartenance pour tous. Notre objectif est que chaque membre de l'équipe, chaque client et chaque fournisseur se sente valorisé. Nous mettrons tout en œuvre pour que notre organisation soit accueillante pour tous en éliminant les barrières et les obstacles, et en appliquant une politique de tolérance zéro envers toute forme de discrimination.
Politique de dénonciation	Cette politique soutient l'engagement de Computershare à respecter les normes les plus élevées en matière de conduite éthique et à fournir à tous ceux qui travaillent à Computershare les moyens de faire part de leurs préoccupations, sans crainte de représailles, en ce qui concerne les comportements à signaler.
Politique de lutte contre les pots-de-vin et la corruption	Computershare adopte une approche de tolérance zéro contre la corruption à l'égard des pots-de-vin et de la corruption et s'engage à agir de manière professionnelle, équitable et intègre dans toutes ses transactions et relations commerciales, où qu'elle opère. Un élément essentiel de la réussite du groupe Computershare est notre culture et notre réputation d'honnêteté, d'éthique et de responsabilité juridique.
Politique de sanctions globales	Il est essentiel que Computershare respecte les exigences légales et réglementaires applicables en matière de sanctions économiques et commerciales. Cette politique définit l'engagement de Computershare de rester en conformité avec ces exigences et de réduire ou d'éliminer l'exposition des entreprises, des entités et des employés de Computershare aux risques provenant de pays, d'entités et de personnes sanctionnés.
Politique environnementale, sociale et de gouvernance	Computershare gère les risques ESG en menant ses activités d'une manière qui lui permette de continuer à réussir et à être rentable, tout en conciliant ses besoins avec ceux de ses employés, de ses clients, de ses fournisseurs, de ses actionnaires, des communautés et de l'environnement.
Politique de remédiation en matière d'esclavage moderne	L'objectif de ce document est de fournir des étapes à appliquer par Computershare au cas où elle aurait connaissance d'un cas d'esclavage moderne au sein de sa propre entreprise ou de celle de ses fournisseurs.

Annexe B

Numéro de section	Nom
Section 1	Introduction
Section 2	Nos progrès
Section 3	Identification des entités déclarantes
Section 4	Structure, opérations et gouvernance
Section 5	Nos chaînes d'approvisionnement
Section 6	Risques liés à l'esclavage moderne dans les activités des entités couvertes par cette déclaration
Section 7	Remédiation
Section 8	Efficacité de nos actions
Section 9	À l'avenir

Loi australienne sur l'esclavage moderne (Exigences de déclaration obligatoire)	Référence dans cette Déclaration	Loi britannique sur l'esclavage moderne (Exigences de déclaration obligatoire)	Loi canadienne sur l'esclavage moderne
Identifier l'entité déclarante	Section 3	Identification de l'entité avec les obligations de déclaration (s. 54(2))	Identification de l'entité avec les obligations de déclaration (s.c.2023, c.9 partie 2 11(1))
Décrire la structure de l'entité, les opérations et les chaînes logistiques	Section 4 Section 5	Structure de l'organisation, entreprise et chaînes logistiques (s. 54(5)(a))	Structure de l'organisation, entreprise et chaînes logistiques (s.c.2023, c.9 partie 2 11(3)(a))
Décrire les risques des pratiques de l'esclavage moderne dans les opérations et la chaîne logistique de l'entité déclarante et toutes les entités qu'elle possède ou contrôle	Section 6	Les parties des activités et des chaînes logistiques de l'organisation qui présentent un risque d'esclavage et de traite de personnes, et les mesures qu'elle a prises pour évaluer et gérer ce risque (s. 54(5)(d))	Les parties de ses activités et chaînes logistiques qui comportent un risque de recours au travail forcé ou au travail des enfants, ainsi que les mesures prises pour évaluer et gérer ce risque (s.c.2023, c.9 partie 2 11(3)(c))

Loi australienne sur l'esclavage moderne (Exigences de déclaration obligatoire)	Référence dans cette Déclaration	Loi britannique sur l'esclavage moderne (Exigences de déclaration obligatoire)	Loi canadienne sur l'esclavage moderne
Décrire les mesures prises par l'entité déclarante et toute entité qu'elle possède ou contrôle pour évaluer et traiter ces risques, y compris les processus de diligence raisonnable et de remédiation	Section 6 Section 7 Section 8 Annexe A	Les politiques de l'organisation en matière d'esclavage et de traite des personnes ; ses procédures de diligence raisonnable en matière d'esclavage et de traite des personnes dans ses activités et ses chaînes logistiques ; la formation à l'esclavage et à la traite des personnes dont dispose son personnel (s. 54(5) (b), (c), (f)) Mesures prises par l'organisation au cours de l'exercice financier pour s'assurer que l'esclavage et la traite des personnes n'ont pas lieu (i) dans l'une de ses chaînes logistiques et (ii) dans une partie de ses propres activités (s. 54(4))	Mesures prises par l'organisation pour remédier à toute forme de travail forcé ou de travail des enfants (s.c.2023, c.9 partie 2 11(3) (d)) Politiques de l'organisation et processus de diligence raisonnable en matière de travail forcé et de travail des enfants (s.c.2023, c.9 partie 2 11(3) (b))
Décrire comment l'entité déclarante évalue l'efficacité de ces actions	Section 8	Efficacité de l'organisation à garantir que l'esclavage et la traite des personnes n'ont pas lieu dans ses activités ou ses chaînes logistiques, mesurée à l'aide des indicateurs qu'elle juge appropriés (s. 54(5) (e))	Comment l'organisation évalue son efficacité à garantir que le travail forcé et le travail des enfants ne sont pas utilisés dans ses activités et ses chaînes logistiques (s.c.2023, c.9 partie 2 11(3) (g))
Décrire le processus de consultation avec (1) toute entité que l'entité déclarante possède ou contrôle, et (2) pour une entité déclarante couverte par une déclaration conjointe, l'entité couverte par une déclaration conjointe, l'entité qui donne la Déclaration.	Section 3 Section 4	S.O.	S.O.
Renseignements que l'entité déclarante, ou l'entité qui donne la Déclaration, considère comme pertinentes.	Section 1 Section 9	S.O.	S.O.
S.O.	Section 6	S.O.	Formation dispensée par l'organisation à ses employés sur le travail forcé et le travail des enfants (s.c.2023, c.9 partie 2 11(3) (f))
S.O.	Section 6	S.O.	Les mesures prises pour remédier à la perte de revenus des familles les plus vulnérables résultant de toute mesure prise pour éliminer le recours au travail forcé ou au travail des enfants dans ses activités et ses chaînes logistiques (s.c.2023, c.9 partie 2 11(3) (e))